



04 - 2018

Commission
Exécutive
Fédérale

16/17 Avril 2018
MONTREUIL

Fédération Nationale des Salariés de la Construction du Bois et de l'Ameublement

- Case 413 ■ 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex ■ Tél. : 01 55 82 85 02 ■ Fax. : 01 48 59 10 37
- Site : www.construction.cgt.fr ■ Email : construction@cgt.fr ■ Imprimé par nos soins
- Directeur de la publication : Jean-Pascal FRANÇOIS
- N° de commission paritaire de presse : 0410 S 06471

Sommaire

Lundi 16 Avril 2018

>>> Présents : 28

Mardi 17 Avril 2018

>>> Présents : 29



- **Actualité Fédérale**
→ Serge **PLECHOT** (pages 2 à 5)
- **Revendicatif**
→ Philippe **GABORIEAU** (pages 6 à 9)
- **Renforcement**
→ Régis **KOPEC** (pages 10 à 12)
- **CADAAF**
→ Jean-Pascal **FRANÇOIS**

Relevé de Décisions

- Réalisation, **le 5 juillet**, d'une journée sur le renforcement fédéral.
→ **POUR à l'unanimité**
- Mise en œuvre à partir de septembre de **Meetings régionaux**.
→ **POUR : 25 - ABST. : 2**
- Création d'une Commission « **règle de vie syndicale et orientation fédérale** » composé de **Bruno BOTHUA, Régis KOPEC, Laurent TABBAGH, Jean Pascal FRANÇOIS**.
→ **POUR à l'unanimité**



Le
SYNDICAT
est la base
de toute

la
cgt

Cher(e)s Camarades,

Nous devons aujourd'hui reprendre un thème récurrent que nous n'avons pas pu finir d'aborder et qui concerne le fonctionnement de notre Organisation. J'entends par là, la Fédération et ce qui en découle, et c'est un TOUT : CEF - BF - Relais US/UR - Syndicats - Collectifs de Branches - Coordination souple pour les Groupes multi-entreprises ou d'établissements et nos secteurs.

Je ne veux pas revenir sur ce qui est acquis dans nos esprits mais qui a toujours eu du mal à être mis en « *musique* ». La CGT, son fonctionnement, ses règles sont ainsi faites pour et avec à la base le syndicat d'entreprise.

Syndicats, d'Entreprise ou Etablissement au sens « *périmètre juridique et niveau des institutions représentatives du personnel à minima* ». Si pour des élections pour un CE, CSE c'est le syndicat qui dépose la liste, pour les DP d'Etablissement, il y a la possibilité également de faire avec à la base une section syndicale du périmètre.

Pour autant il faut être vigilant et permettre qu'à ce niveau il y ait une réelle vie syndicale de haut niveau au périmètre des Instances Représentatives.

Il est toujours bon de rappeler que les IRP sont au service du syndicat afin de porter les revendications et de recueillir les éléments permettant de travailler un contre argumentaire. « *Sans compter qu'à ce jour, le CSE pas forcément en œuvre, viendra aussi potentiellement modifier cela* ».

D'ailleurs, la Commission Exécutive Confédérale du 4 avril 2018 a abordé ce sujet du syndicat et rappelle :

→ « *le 47^e Congrès dit « le syndicat est la base de toute la CGT » faire que tous les syndiqués se retrouvent dans une organisation de proximité* ».

Cette dernière ajoute :

→ « *le syndicat national « exemple journaliste » nous pose problème. Il est donc primordial de privilégier la proximité, la vie syndicale et la démocratie* ».

Cet exemple cité précédemment est transverse avec dans notre Fédération comme la structuration au niveau des CFA. Les problèmes viennent ensuite s'accumuler lorsque qu'un syndicat n'a pas mis à jour ses statuts. Ils sont légion chez nous !

Ensuite, lorsqu'il y a possibilité de la mu-

tualisation des tâches ou les prérogatives du syndicat d'entreprise avec les relais territoriales fédérales « *cela se vérifie dans plusieurs de nos secteurs* », il faut que le lien se fasse.

D'où l'intérêt d'avoir des **Unions Syndicales** et des **Unions Régionales** qui sont un véritable atout à notre fonctionnement, qui plus est porté, là aussi dans les orientations confédérales. Ce qui n'est pas le cas de toutes les organisations CGT.

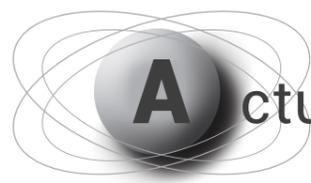
Cela est également le cas avec les Grandes Entreprises Multi-Etablissement ou dans les Groupes. Pour cela, nous avons besoin de travailler les convergences sans toutefois mettre en place des structures non statutaires.

De fait, nous avons pour certains travaillé sur des coordinations souples de Groupes ou Entreprises. Nous n'irons pas plus loin et il est hors de question d'aller créer du non statutaire. Les exemples de bon fonctionnement existent, d'autres ont souhaité, il est vrai après avoir beaucoup tergiversé, rentrer dans ce schéma. Je suis convaincu que les autres suivront car les cas atypiques ou spécifiques doivent rentrer dans ce cadre maintenant.

Pour autant, nous devons toujours être convaincu que ce n'est pas un caprice de la nouvelle Direction Fédérale mais que ce sont bien les orientations et la mise en œuvre des décisions de Congrès que l'on veut avoir ou devons appliquer.

Pour ce qui concerne les secteurs, nous avons toujours du mal à travailler collectivement. Pour partie, cela est dû à un manque d'implication des premiers dirigeants, peut-être de temps, c'est pour cela il est impératif de travailler en collectif.

Preuve en est, si deux ou trois camarades, par exemple la renégociation de la CCN Bâtiment/Ouvrier, n'avaient pas étudié, réalisé une analyse des propositions patrona-



les, on aurait pu nous faire des reproches. Et malgré cela, il y en a encore des attaques après 6 mois de travail. Ce point, plusieurs fois discuté ici même par ailleurs, et la communication faite via le site, les mailings.

Stop ! il nous faut une CEF en capacité de réfléchir, d'analyser politiquement, puis d'être force de propositions ambitieuses dans l'intérêt des 2 millions de salariés de nos secteurs.

J'en conviens et vous aussi j'espère, la période qui repose sur les 3 dernières années ne nous a pas aidé. ANI de 2014, Loi REBSAMEN, Loi MACRON, Loi EL KHOMRI puis les Ordonnances s'ajoutent à cela la bagarre que nous menons pour les libertés syndicales, etc. fait que plutôt que de « proposer » nous avons dû « répondre » aux attaques.

Maintenant est peut-être venu le temps pour nous d'attaquer au chantier des conquêtes sociales.

Pour attaquer, il faut être « organisé » voilà le sens de mon intervention. S'il faut des « fantassins », s'il n'y a pas ceux qui doivent les guider ensemble dans la même démarche, nous irons à notre perte.

Se renforcer pour peser plus, faire valoir la représentativité partout, aller voir les salariés pour les convaincre que plus nombreux, la voie et le rapport de force augmentent.

Le syndicalisme de classe n'est pas mort, quel que soit la catégorie sociale professionnelle, c'est le capital notre ennemi. Car la précarité augmente, les inégalités sont toujours plus prenantes. Les salariés plus largement le peuple veut et a besoin d'argent. C'est de l'argent pour vivre et contribuer à faire tourner l'économie avec et pour des Services Publics de haut niveau. Nous sommes toutes et tous liés par ce besoin.

Alors pourquoi pas une grande campagne revendicative - Salaire - Emploi - Retraite (Pénibilité) - Protection Sociale.

Des initiatives par branches pourquoi pas ! Mais seul le TOUS ENSEMBLE paiera.

Nous avons besoin pour mettre en œuvre d'une CEF qui se donne les moyens de proposer (*aujourd'hui, Regis et Philippe apporteront les éléments pour mettre en œuvre cela*). Par contre, pour la mise en œuvre ensuite de ces décisions, on se retrouve à 10 ou 20 ça ne va pas le faire.

Nous avons un mandat donné par le Congrès, des responsabilités auxquelles il nous faut répondre par de l'investissement personnel. La Commission des Candidatures précédent le Congrès avait été attentive à cela.

Donc bougeons-nous.

Renforçons les collectifs de secteurs.

Des besoins il y en a.

Et quand même pour finir, un rappel. Ici c'est un mandat pour l'organisation, pas de représentation de l'entreprise, quand bien même la Commission des Candidatures a essayé de travailler et à faire que toutes les Branches soient représentées.

Les jours à venir nous donnent l'occasion de mettre en œuvre ou de continuer à constituer le rapport de force. Peut-être faut-il aussi regarder au-delà du syndicalisme, les forces de progressistes de gauche peuvent nous aider. Ce n'est pas forcément faire acte de faiblesse que de se dire qu'en s'associant à ce mouvement de contestation populaire nous pourrions faire prendre la « mayonnaise ». Notre priorité c'est cela, pas de savoir qui et où seront réélus nos adhérents, les aider avec de l'information mais pas faire à leur

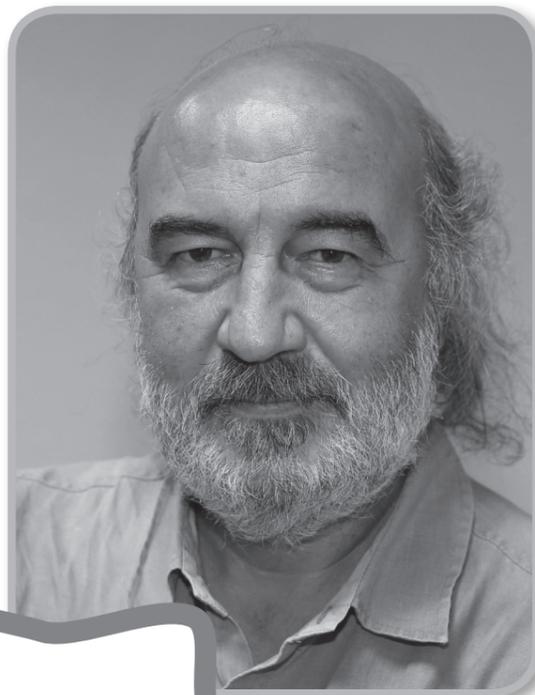
place. Même si la réalité laisse présager que le 19 ne sera pas encore à la hauteur de nos ambitions, nous avons le temps de faire que le 1^{er} Mai soit plus « gros » et voir si le 5 notre Fédération appelle à se joindre au mouvement de contestation initié il est vrai par les politiques ? Sachant que la Commission Exécutive Confédérale du 4 avril en aurait décidé autrement.

J'en finirai en disant : faire plus d'adhésion, plus peser sur le patronat, convaincre et mettre les outils et le matériel nécessaires à disposition des copains pour gagner la lutte est de notre responsabilité. Arrêtons et cessons les guéguerres entre nous. Voilà ce à quoi nous devons nous atteler ENSEMBLE.

Bon débat.

■ Serge PLECHOT

Avançons ensemble !



Les
COLÈRES
montent de partout
et sur tous
les sujets ...

Cher(e)s Camarades,

Nous sommes dans une période particulière et à un moment charnière de l'histoire du syndicalisme en général, et de la CGT, en particulier.

En effet, le sentiment de toute puissance de MACRON et de son Gouvernement, qui pensent avoir tué toute opposition et qui n'ont que mépris pour les Organisations Syndicales, certainement à juste titre pour certaines d'entre elles que je n'ai pas besoin de citer, les entraînent dans une frénésie réformatrice en s'attaquant à tous les sujets en même temps.

De plus, chacune de leurs interventions n'ont pour effet que d'étaler leur mépris pour le peuple en général et pour les travailleurs en particulier en développant l'idée que leur intelligence supérieure aurait tout compris des problèmes que nous ne sommes pas en capacité intellectuelle d'appréhender et que, si nous acceptons les sacrifices nécessaires nous connaissons le nirvana un jour, personne ne sait quand, mais un jour. L'effet recherché par cette précipitation est de tenter d'annihiler toute volonté de résistance en accumulant les sujets de contestation, mais en y regardant de plus près on s'aperçoit que cette stratégie ne fonctionne pas et à même un effet contraire.

Les colères montent de partout et sur tous les sujets, que ce soit la hausse de la CSG, la situation dans les EPHAD, les hôpitaux, la SNCF, les universités et j'en passe, même le passage à 80 Km/h sur les routes départementales provoque le mécontentement de nombreux citoyens, cette accumulation fait que l'on sent un début de panique chez les gouvernants, notamment deux interventions de MACRON en une semaine.

En ce qui nous concerne, notre objectif CGT est d'arriver à faire converger ces luttes, c'est aussi la peur du Gouvernement qui utilise tous les moyens médiatiques à sa disposition pour expliquer que cette convergence des luttes serait une utopie de notre part et qu'elle serait impossible.

Une autre peur du Gouvernement est l'unité syndicale dans les luttes, comme dans la Fonction Publique ou à la SNCF, même si, je vous l'accorde facilement, dans nos professions cette unité syndicale est pratiquement impossible à mettre en œuvre, ce qui n'est pas étonnant quand on apprend par le « canard enchainé » que les deux principaux négociateurs de la CFTC, plus pe-

tit des syndicats représentatifs, émarge à 17 000 € par mois, bien loin du SMIC et que les principaux dirigeants des autres OS seraient plus à leur place dans un Hôpital Psychiatrique qu'autour d'une table de négociations.

Cette peur de l'unité syndicale amène le Gouvernement et les Syndicats patronaux de nos professions à nous pourchasser sans relâche et à essayer de nous écarter des négociations. Pour preuve, le fait que nous n'ayons pas pu rentrer à la FFB le 14 février avec la complicité active de la Justice et de la Direction Générale du Travail. Dans le cas des Cheminots, la Ministre des Transports a envoyé un courrier aux seules CFDT et UNSA pour leur faire des propositions de négociations. Ces agissements se font au détriment de la représentativité puisque **dans le Bâtiment nous sommes la première Organisation Syndicale avec 40 % et que chez les Cheminots nous sommes la première organisation.**

La convergence des luttes ne consiste pas à être tous sur le même mot d'ordre, mais à réunir des mécontentements qui ont en commun le désir d'un changement de société. C'est pourquoi cette convergence des luttes ne peut pas se décréter, elle doit se construire à travers les revendications de chacun. Le Gouvernement est bien conscient des enjeux et répond aux occupations des Universités ou aux zadistes de Notre-Dame-des-Landes par une violence policière déployant des moyens disproportionnés que l'on n'avait pas vu depuis de nombreuses années, confirmant que l'on est bien dans la lutte des classes et non pas dans une sociale démocratie participative comme on voudrait nous le faire croire. Et c'est là que selon nous se trouve un de nos principaux problèmes, durant plusieurs décennies nous avons délaissé >>>

le champ revendicatif au seul bénéfice d'un syndicalisme de défense. En effet, que ce soit au plan national, au niveau régional ou en entreprise, nous nous sommes contentés d'essayer de bloquer les reculs que voulaient nous imposer les patrons et nous n'avons plus été porteur de propositions afin de satisfaire les besoins de salariés, ce qui est pourtant notre raison d'être.

Mon propos n'est pas de stigmatiser quiconque, car cette dérive est générale et il y a plusieurs explications à cette situation, à mon avis.

→ La première est que nous sommes depuis longtemps sur un recul général des conditions sociales de notre pays. L'autre jour, je discutais avec un de mes Camarades et nous avons été obligés de constater que la dernière fois que nous avons connu des avancées sociales, c'était en 1981, **soit il y a 37 ans.**

Depuis cette époque, nos seules victoires ont été de réussir à bloquer des lois rétrogrades, comme pour le CPE.

Les seules exceptions à cette règle, ont été dans les entreprises, avec des syndicats structurés, qui ont réussi à mettre le rapport de force nécessaire et ont connu des avancées.

→ Ce qui m'amène à la deuxième raison, nous avons pris trop de liberté avec nos statuts dans l'organisation des salariés, ce qui a eu pour conséquence d'affaiblir la vie syndicale et donc la construction des revendications.

→ La troisième est que d'année en année le nombre de nos adhérents diminue

affaiblissant encore plus nos organisations.

→ Enfin, la dernière raison est que nous nous sommes laissés entraîner par les employeurs dans des réunions institutionnelles essentiellement portées par l'aspect économique et juridique des entreprises et donc avec l'apport de la notion d'un certain réalisme qui a eu tendance à brider certaines de nos revendications. Nous avons pu constater que pour certaines négociations, par exemple les NAO, nos camarades n'étaient pas porteur de nos revendications salariales, loin s'en faut, leurs demandes étant plus basées sur ce que pourraient, selon eux, faire les entreprises que sur ce dont ont besoin les salariés.

Pourtant, dans le même temps le niveau des dividendes servis par les entreprises cotées ont connu une augmentation exponentielle indécente alors que la précarité et la fragilité sociale qui va avec sont devenues la norme.

C'est pourquoi, nous voulons vous proposer aujourd'hui de revenir sur nos fondamentaux, comme on dit dans le Sud-Ouest à propos du Rugby, en remettant **tous nos syndicats en conformité avec nos statuts** comme l'ont exposé SERGE et LAURENT, de lancer **une campagne de renforcement et de syndicalisation**, comme l'a présenté RÉGIS mais aussi, cela va de pair, de **se réapproprier notre cahier revendicatif.**

En effet, si nous voulons être porteur des aspirations des salariés que l'on représente, il semble élémentaire de construire avec eux nos revendications, seul moyen

pour qu'elles soient partagées par tous. Aujourd'hui, on constate que si les salariés nous font confiance en votant pour nos candidats aux Élections Professionnelles, ils ont du mal à croire que nous puissions réussir à faire changer les choses. Il est temps de remédier à cette situation afin de pouvoir construire le rapport de force.

Pour la première fois depuis longtemps nous connaissons un Gouvernement qui a la franchise de dire ce qu'il va faire, qui s'assoit largement sur la démocratie en utilisant massivement le recours aux ordonnances et qui méprise ouvertement les Organisations Syndicales en leur assignant un rôle de marionnette, même BERGER commence à s'en apercevoir ce qui montre l'ampleur du problème.

Le Patronat, lui a bien compris le message consistant à leur donner l'autorisation de taper en toute liberté sur les syndicats et surtout sur la CGT, encore une fois il suffit de voir les attaques de la FFB sur les CCN Ouvriers/Bâtiment, les négociations chez COLAS IDF pour la mise en place du CSE où le DRH s'est contenté de poser sur la table les accords pour signature sans aucune négociation, entre parenthèse, sur ce dossier on va avoir du mal à aller sur le juridique pour cause de statuts pas à jour, ce qui confirme notre analyse. Il n'y a aucune raison que ce comportement des patrons ne s'accroisse pas si nous ne réagissons pas. Au risque de me répéter, nous pensons que l'un des moyens de réagir est de revenir à la base du syndicalisme par le partage de

notre cahier revendicatif, dans les entreprises avec les salariés. D'autant plus que les ordonnances MACRON sont basées sur la négociation d'entreprise. Nous avons une tendance stéréotypée à penser que négociation d'entreprise signifie « *recul social* », ce n'est pas inéluctable, j'ai même tendance à croire que si l'on a bien travaillé le cahier revendicatif, avec les salariés, permettant de mettre le rapport de force, la négociation d'entreprise peut amener des avancées sociales pour les salariés.

A cette fin, nous sommes en train de travailler sur un document récapitulatif l'ensemble de nos revendications dans tous les domaines afin d'aller à la rencontre des salariés. Ce document sera présenté à l'occasion de la journée qui vous est proposée accolée au CNF.

De plus et pour conclure, je vous propose d'organiser une réunion avec les relais fédéraux le 17 mai afin de présenter les modifications apportées aux CCN Ouvriers/Bâtiment, ce qui peut permettre rapidement d'aller à la rencontre des salariés de ce champ fédéral, voir des autres salariés de notre Fédération pour qu'ils puissent appréhender la nature des changements qui les attendent tous sans réaction.

■ Philippe GABORIEAU



**Nous
devons lutter,
c'est notre ADN,
et soyons
UTOPISTES
!!!**

Cher(e)s Camarades,

Dans un contexte social ou les attaques gouvernementales et patronales se succèdent, nous avons le devoir de faire face à cette situation.

Nous voyons bien que nous sommes la cible des Organisations Patronales dans nos Branches Professionnelles et de manière beaucoup plus marquée et ces derniers temps des autres Organisations Syndicales.

Cette situation doit s'inverser et pour cela, nous devons tenir la barre et fermement.

Les combats que nous menons dans certaines Instances Paritaires notamment CONSTRUCTYS pour faire dénoncer le pillage des fonds par BOUYGUES et l'AP-NAB pour faire valoir la juste représentativité des Organisations Syndicales et tous les autres, la liste est longue.

Tout cela m'amène à dire que nous devons être sur la ligne revendicative de la CGT et des orientations de notre Fédération sans aucune concession.

Nous sommes dans la plupart des Branches Professionnelles la première Organisation Syndicale et au pire la deuxième. Notre objectif est bien de devenir la 1^{ère} partout et d'arriver à la barre des 50 %.

Pour mettre en musique nos orientations fédérales, nous devons aller de l'avant ensemble. Pour cela, nous devons renforcer nos rangs.

Je vous propose donc de d'impulser une campagne de syndicalisation en lien avec nos revendications. Pour cela, notre Direction Fédérale doit si inscrire pleinement et être à l'impulsion de sa réussite.

Nous avons conçu du matériel pour nous aider à réaliser cette campagne de syndicalisation, vous les trouverez dans vos pochettes.

Ce matériel n'est pas une fin en soit, il faut une réelle volonté de réussir, nous devons être convaincu que c'est la voie à suivre, vous me le confirmerez certainement dans nos débats.

Pour ma part, je pense que notre message doit être clair, nous devons rester sur nos revendications sans état d'âme et tenir la ligne.

Nos revendications sont légitimes et c'est ce qu'ont besoin les salariés. Nous ne sommes pas dans les petits papiers des médias car nous ne sommes pas réformateurs, mais archaïques. Et bien, on s'en fout, nous

avons raison de vouloir un autre modèle social.

Un mot revient parfois dans la bouche de nos adversaires de classe, c'est l'utopie. Et bien, mes camarades pour moi ce mot me plaît, ce n'est pas un gros mot, c'est un joli mot, l'utopie n'est pas une maladie, tous les grands changements qui ont un lien ces derniers siècles ont été « réalisés » par des femmes et des hommes qui avaient des idées qualifiées d'utopistes.

Quand vous regardez nos revendications, est-ce que vous en voyez une qui ne vous paraît pas réalisable, pour ma part aucune.

C'est pour ça mes camarades, que je vous propose de lancer une grande campagne basée sur nos revendications, **de renforcement et de syndicalisation** avec comme objectif de devenir majoritaire partout et d'amener des salariés et retraités à prendre leur part en se syndiquant.

Nous devons faire de notre prochain CNF le tremplin à cette démarche. **Je vous propose d'accoler une réunion ou AG de Syndicats, relais fédéraux le lendemain du CNF, le 5 juillet, pour préparer un Grand Meeting à la rentrée.**

Je pense sincèrement que tout cela doit devenir nos priorités.

Nous devons débattre et j'espère trouver la bonne démarche à cette proposition.

Ne faisons pas les « *caliméro* » en nous plaignant sans cesse, des vilains patrons, des vilains syndicats vendus, des vilains politiques corrompus ou je ne sais encore. Beaucoup de courage mes camarades, c'est ça que nous avons besoin, nous devons lutter c'est notre ADN et soyons UTOPISTE.

■ Régis KOPEC



Bon de Commande

| 1 | Quantité |
|---------------------|----------|
| Affiches | |
| Autocollants | |
| Leaflets | |
| Cartons rendez-vous | |

| 2 | Quantité |
|---------------------|----------|
| Affiches | |
| Autocollants | |
| Leaflets | |
| Cartons rendez-vous | |

| 3 | Quantité |
|---------------------|----------|
| Affiches | |
| Autocollants | |
| Leaflets | |
| Cartons rendez-vous | |

Nom SYNDICAT ou STRUCTURE :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél. : Mail :



Bon de commande à retourner à :
**Fédération Nationale des Salariés de la Construction
 du Bois et de l'Ameublement - CGT**
 Case 413 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil cedex